

conseil, demandant l'érection du territoire y mentionné en une municipalité de village, la dite requête signée par au moins les deux tiers des habitants résidant dans les limites du dit territoire et habiles à voter à l'élection des conseillers locaux, et a par la dite résolution renvoyé la dite requête au dit Surintendant Spécial, avec ordre de faire la visite du dit territoire, et de faire rapport sur la dite requête; Et ATTENDU que le Secrétaire-Trésorier du dit comté de Compton, a transmis au Secrétaire Provincial une copie du rapport fait par le dit Surintendant Spécial au conseil de comté du dit comté de Compton, dans lequel sont décrites les limites qui, dans son opinion, devraient être assignées à un certain territoire y mentionné, et ci-après spécialement décrit, qu'il s'agit d'ériger en une municipalité de village, contenant au moins quarante maisons habitées, bâties sur quelque partie du dit territoire, dans un rayon n'excédant pas soixante arpents en superficie; Et attendu que le dit rapport a été dûment homologué sans amendement par le conseil du dit comté de Compton, et est accompagné d'un plan du dit territoire, et d'autres documents attestant l'accomplissement des formalités prescrites par les dits actes; Et attendu que moi, SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, j'ai, par et sur l'avis et le consentement du conseil exécutif de Sa Majesté pour la dite province, approuvé le dit Rapport sans amendement; A CES CAUSES, en vertu du pouvoir qui m'est conféré par les actes susdits, je déclare par ma présente proclamation, que le dit territoire, savoir: Un certain territoire situé dans les limites du township d'Ascot, dans le comté de Compton, dans le district de St. François, et borne au nord, par les limites de la ville de Sherbrooke et la ligne de division entre les lots numéros quinze et seize du township d'Ascot, à l'est par la ligne de rang, entre les quatrième et cinquième rangs du dit township, au sud, par les lignes du sud de la propriété de Mitchell Mallory et Samuel Mallory, et à l'ouest, par la ligne de rang, entre les sixième et septième rangs du township d'Ascot susdit, sera à compter du PREMIER jour de JANVIER prochain, détaché de la municipalité du dit township d'Ascot, dont il faisait auparavant partie, pour former une municipalité séparée, sous le nom de VILLAGE DE LENNOXVILLE, et que ses habitants formeront à l'avenir une corporation ou corps politique, à toutes fins quelconques sous le nom du Village de Lennoxville; Et par les présentes j'ordonne et je déclare que le dit Village de Lennoxville, sera un village pour toutes les fins municipales, en conformité des dispositions des dits Actes.

Donné sous mon seing et le sceau de mes armes, dans la cité de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-dix.
[L. S.] N. F. BELLEAU.

Par ordre,
3599 PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Secrétaire.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Par l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

GÉDEON OUMET, } ATTENDU que dans et par l'acte
Proc. Gen. } municipal refondu du Bas-Canada, tel qu'amendé par le chapitre cinquante-et-un des Statuts de la ci-devant Province du Canada, passé dans la vingt-neuvième année du règne de Sa Majesté, il est entr'autres choses, statué, que sur présentation à un conseil de comté d'une requête demandant l'érection en une municipalité de ville ou de village d'un territoire quelconque situé dans une municipalité locale, clairement décrit dans la requête, la dite requête signée par au moins les deux tiers des habitants résidant dans les limites du dit territoire, et habiles à voter à l'élection des conseillers locaux, le conseil du comté renverra la dite requête à la personne choisie comme Surintendant Spécial, avec ordre de faire la visite du dit territoire et de faire rapport

WHEREAS the Council of County of Compton, on the ninth day of March last, by resolution, appoint R. W. Heneker, Esquire, Special Superintendent in relation to a Petition presented to the said Council, praying for the erection into a Village Municipality of a tract of land therein mentioned, the said Petition being signed by at least two-thirds of the inhabitants residing within the limits of the said tract of land and entitled to vote at the election of Local Councillors, and did, by the same resolution, refer to the said Special Superintendent the said Petition with an order to visit the said tract of land and to report on the said Petition; And whereas the Secretary-Treasurer of the said county of Compton hath transmitted to the Provincial Secretary a copy of a Report made by the said Special Superintendent, to the County Council of the said county of Compton, in which are described the limits which, in his opinion, should be assigned to a certain tract of land therein mentioned and hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses erected upon some part of such tract within a space not exceeding sixty superficial arpents, to be erected into a Village Municipality; And whereas the said Report has been duly homologated without any amendments by the Council of the said county of Compton, and is accompanied by a plan of the said tract of land and other documents, showing satisfactorily that the formalities prescribed by the said Acts have been observed; And whereas I, SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, being Lieutenant Governor of the Province of Québec have, by and with the advice and consent of Her Majesty's Executive Council for the said Province, approved the said Report without amendments thereto: Now Know YE, that in virtue of the power in me vested by the aforesaid Acts, I do, by this my Proclamation, declare that the said tract of land, to wit; A certain territory situate within the limits of the township of Ascot, in the county of Compton, in the district of St. François, on the north by the town line of Sherbrooke and the division line between lots numbers fifteen and sixteen of the township of Ascot, on the east by the range line between the fourth and fifth ranges of the said township, on the south by the southerly lines of the property of Mitchell Mallory and Samuel Mallory, and on the west by the range line between the sixth and seventh ranges of the township of Ascot aforesaid, shall, from the FIRST day of JANUARY next, be detached from the municipality of the said township of Ascot, whereof it heretofore formed part, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the VILLAGE OF LENNOXVILLE, and its inhabitants shall henceforth be a corporation or body politic to all intents and purposes by the name of the Corporation of the Village of Lennoxville; And I do by these presents ordain and declare that the said Village of Lennoxville shall be a village for all municipal purposes agreeably to the provisions of the said Acts.

Given under my hand and seal at arms, at the city of Québec, this TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy.
[L. S.] N. F. BELLEAU.

By command,
3600 PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Secretary.

PROVINCE OF QUEBEC

By the Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Knight, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING:—

GÉDEON OUMET, } WHEREAS in and by "The
Atty. Gen. } Lower Canada Consolidated Municipal Act," as amended by chapter fifty-one of the Statutes of the late Province of Canada, passed in the twenty-ninth year of Her Majesty's Reign, it is amongst other things in effect enacted: That upon the presentation to a County Council of a Petition applying for the erection into a Town or Village Municipality of any tract of land whatsoever situated in a local municipality and clearly defined in the petition, being signed by at least two thirds of the inhabitants residing within the limits of the said tract of land and entitled to vote at the election of Local Councillors, the County Council shall refer the said Petition to the person appointed as Special Superintendent with

sur la requête; que le Surintendant Spécial donnera avis public du jour et de l'heure auxquels il commencera sa visite et fera l'examen de tel territoire, et il donnera audience à toutes les parties intéressées qui se présenteront pour être entendues; que s'il n'y a pas au moins quarante maisons habitées, bâties sur quelque partie du territoire en question, dans un rayon n'excédant pas soixante arpents en superficie, le Surintendant Spécial fera rapport du fait au Conseil du Comté, auquel cas il sera du devoir de ce dernier de rejeter la requête; que si quarante maisons habitées se trouvent bâties sur ce territoire dans le dit rayon de soixante arpents en superficie, le Surintendant Spécial donnera, dans son rapport, la désignation claire et précise et décrira dans un plan y annexé les limites qui, dans son opinion, devraient être assignées à ce territoire une fois érigé en une municipalité séparée et distincte; et, que si les limites ainsi désignées et décrites sont différentes de celles mentionnées dans la requête, il spécifiera dans son rapport les motifs de telle déviation; qu'après avoir fait et signé ce rapport, le Surintendant Spécial en déposera une copie ainsi qu'une copie du plan qui l'accompagnera au Bureau du Conseil de Comté; que le Conseil du Comté pourra homologuer ce rapport avec ou sans amendement, après avoir fait donner aux habitants de la municipalité locale, de laquelle ce territoire devra être détaché, avis public du jour et de l'heure auxquels il procédera à en faire l'examen, et après avoir entendu le Surintendant Spécial et les parties intéressées, s'il en est requis, sur les mérites du rapport; que si, après l'intervalle de deux mois à compter du dépôt d'une copie du rapport au Bureau du Conseil de Comté, aucun amendement n'a été fait à ce rapport, il sera considéré comme ayant été homologué par le Conseil du Comté; que, si avant l'expiration de ce temps le rapport est amendé par le Conseil du Comté, le Conseil du Comté fera inscrire sur l'original ou sur un papier y annexé tous les amendements qu'il aura faits sur la copie, ou qu'il y aura annexés; que dans l'un ou l'autre cas, à l'expiration de l'intervalle de deux mois, le Secrétaire Trésorier transmettra au Secrétaire Provincial une vraie copie du rapport et des amendements qui auront été faits, ainsi que des plans et autres documents s'y rattachant; que le Gouverneur pourra ensuite, par un Ordre en Conseil approuver ou rejeter le rapport, amendé ou non par le Conseil municipal ou y faire les amendements ou modifications qu'il jugera à propos d'y faire; que si par l'ordre en Conseil, le rapport est approuvé, avec ou sans amendements, alors le Gouverneur pourra lancer une proclamation sous son seing et sceau, à l'effet de déclarer le nom et les limites qui devront être et seront assignées à tel territoire comme municipalité distincte; et qu'à compter du premier jour du mois de janvier, après les deux mois qui auront immédiatement suivi la date de cette proclamation, le territoire dont les limites auront été ainsi fixées sera détaché de la municipalité locale dont il faisait auparavant partie et ses habitants formeront une corporation ou corps politique à toutes fins quelconques; et attendu que le Conseil du Comté d'Hochelega a, le neuvième jour de mars dernier, par résolution, choisi Jean-Baptiste Morin, écuyer, Surintendant Spécial relativement à la requête présentée au dit Conseil, demandant l'érection du territoire y mentionné en une municipalité de village, la dite requête signée par au moins les deux tiers des habitants résidant dans les limites du dit territoire et habiles à voter à l'élection des conseillers locaux, et a, par la dite résolution, renvoyé la dite requête au dit Surintendant Spécial, avec ordre de faire la visite du dit territoire et de faire rapport sur la dite requête; Et ATTENDU que le Secrétaire Trésorier du dit comté d'Hochelega a transmis au Secrétaire Provincial une copie du rapport fait par le dit Surintendant Spécial au Conseil du dit comté d'Hochelega, dans lequel sont décrites les limites qui, dans son opinion, devraient être assignées à un certain territoire y mentionné et ci-après spécialement décrit, qu'il s'agit d'ériger en une municipalité de village, contenant au moins quarante maisons habitées, bâties sur quelque partie du dit territoire, dans un rayon n'excédant pas soixante arpents en superficie; Et ATTENDU que le dit rapport a été dûment homologué, aucun amendement n'ayant été fait à ce rapport dans l'intervalle de deux mois à compter du dépôt d'une copie d'icelui au Bureau du Conseil du dit Comté, et est accompagné d'un plan du dit territoire et d'autres documents attestant l'accom-

orders to visit such tract of land and to report on the Petition: that the Special Superintendent shall give public notice of the day and hour at which he will visit such tract of land and commence his examination thereof and shall hear all interested parties who may appear and require to be heard; that if there be not at least forty inhabited houses erected upon some part of such tract within a space not exceeding sixty superficial arpents, the Special Superintendent shall report the fact to the County Council, whose duty it will be to reject the Petition; that if forty inhabited houses are erected on such tract within the said space of sixty superficial arpents, the Special Superintendent shall define in his report and describe in a plan accompanying the same, the limits which in his opinion shall be assigned to the said tract of land when erected into a separate Municipality; and that if the limits so defined and described are different from the limits mentioned in the said Petition, he shall specify in his report the motives for such deviation; and after having made and signed such Report, the Special Superintendent shall deposit a copy thereof, and of the plan accompanying the same in the office of the County Council; that the County Council may homologate such Report with or without amendment after having caused public notice to be given to the inhabitants of the local municipality from which it is proposed to detach such tract of land, of the day and hour at which they will proceed to the examination thereof, and after having heard the Special Superintendent and the parties interested (if required to do so) upon the merits thereof; and if after the lapse of two months from the day of the deposit of a copy thereof in the Office of the County Council no amendment has been made to the said Report, it shall be considered as having been homologated by the County Council; that if before the expiration of that time the said Report be amended by the County Council, the County Council shall cause to be entered upon the original or on a paper annexed thereto, all such amendments as they have made upon or annexed to the copy thereof; that in either case the Secretary-Treasurer shall, after the expiration of the said period of two months, transmit to the Provincial Secretary a true copy of the said Report and of any amendments which may have been made thereto, and of all plans and other documents connected therewith; That the Governor may thereupon by an Order in Council approve or reject the said report, whether the same be amended or not by the said Municipal Council, or modify or amend the same in such manner as he deems expedient; that if by the said Order in Council the said Report be approved with or without amendments, then the Governor may issue a proclamation under his hand and seal declaring the name to be given and defining the limits to be ascribed to such tract of land as a separate Municipality; that from the first day of January next after the expiration of the two months immediately following the date of the said Proclamation, the tract of lands the limits whereof have been so defined, shall be detached from the Local Municipality whereof it theretofore formed part, and its inhabitants shall be a corporation or body politic to all intents and purposes whatsoever: And whereas the County of Hochelega did, on the ninth day of March last past, by resolution appoint Jean-Baptiste Morin, Esquire, Special Superintendent in relation to a Petition presented to the said Council, praying for the erection into a Village Municipality, of a tract of land therein mentioned, the said petition being signed by, at least, two thirds of the inhabitants residing within the limits of the said tract of land, and entitled to vote at the election of local Councillors, and did by the same resolution refer to the said Special Superintendent, the said petition, with an order to visit the said tract of land, and to report on the said petition: AND WHEREAS, the Secretary-Treasurer of the said county of Hochelega hath transmitted to the Provincial Secretary, a copy of a report made by the said Special Superintendent to the county council of the said county of Hochelega, in which are described the limits which, in his opinion, should be assigned to a certain tract of land therein mentioned and hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses erected upon some part of such tract within a space not exceeding sixty superficial arpents, to be erected into a village municipality; AND WHEREAS the said report has been duly homologated without any

plissement des formalités prescrites par les dits actes ; Et attendu que moi, SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, j'ai, par et sur l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Sa Majesté pour la dite Province, approuvé le dit Rapport sans amendements ; A CES CAUSES, en vertu du pouvoir qui m'est conféré par les actes susdits, je déclare par ma présente proclamation que le dit territoire, savoir : un certain territoire situé dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, borné et délimité comme suit, savoir : au sud-ouest par le côté nord-est du chemin Papineau, depuis l'ancienne ligne de la barrière de péage, sur ce chemin, vers le sud, s'étendant de là vers le nord, jusqu'à la profondeur de la terre de la veuve et des héritiers George Hasting, au nord-est, par le côté nord-est de la terre de Daniel Drommond, qui forme la ligne de séparation entre les terres de la dite Côte de La Visitation et les terres de la paroisse de la Longue Pointe ; au sud par la ligne de division des terres de la dite Côte de La Visitation et des terres et terrains d'Hochelaga et de la Longue Pointe ; et au nord par la ligne de division qui sépare les terres de la dite Côte La Visitation et les terres de la paroisse du Sault au Récollet, l'étendue de territoire ainsi limitée et bornée étant de soixante arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, dans sa plus grande étendue, qui donneraient au dit territoire une étendue d'environ deux mille cent cinquante arpents en superficie, sera, à compter du PREMIER jour de JANVIER prochain, détaché de la municipalité de la paroisse de Montréal, dont il faisait auparavant partie, pour former une municipalité séparée, sous le nom de VILLAGE DE LA CÔTE LA VISITATION, et que ses habitants formeront à l'avenir une corporation ou corps politique, à toutes fins quelconques, sous le nom de *Village de La Côte La Visitation* ; Et par les présentes j'ordonne et je déclare que le dit *Village de La Côte de la Visitation* sera un village pour toutes les fins municipales, en conformité des dispositions des dits actes.

Donné sous mon seing et le sceau de mes armes, dans la cité de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE, de l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-dix.

[L. L.] N. F. BELLEAU.

Par ordre,

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Secrétaire.

3597

CANADA,
PROVINCE DE
QUÉBEC.
(L. S.)

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le dixième jour du mois d'octobre mil huit cent soixante-dix.—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve prorogée au dixième jour du mois d'octobre mil huit cent soixante-et-dix ;

NEANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à JEUDI, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec, le dixième jour d'octobre prochain, et Nous Voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez person-

amendments having been made to the said report during the interval of two months reckoning from the date of the deposit of a copy thereof at the office of the council of the aforesaid county, and is accompanied by a plan of the said tract of land and other documents, showing satisfactorily that the formalities prescribed by the said acts have been observed ; And whereas I, SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, being Lieutenant Governor of the Province of Quebec have, by and with the advice and consent of Her Majesty's Executive Council for the said Province, approved the said report without amendments thereto : Now Know YE, that in virtue of the power in me vested by the aforesaid acts, I do, by this my Proclamation, declare that the said tract of land, to wit : A certain territory situate within the limits of the county of Hochelaga and district of Montreal, shall be bounded and limited as follows, that is to say : On the south-west by the north-east side of the Papineau road, from the old line of the toll-gate on this road, towards the south, extending thence northward to the depth of the land of the widow and heirs George Hasting ; on the north-east by the north-east side of the land of Daniel Drommond, which forms the line of separation of the lands of the said Côte La Visitation and the lands of the parish of Longue Pointe ; on the south by the line of division of the lands of the said Côte La Visitation and the lands and grounds of Hochelaga and Longue Pointe ; and on the north by the line of division which separates the lands of the said Côte La Visitation and the lands of the parish of Sault-au-Récollet, the extent of the territory thus limited and bounded being sixty arpents in front by forty-two arpents in depth in its greatest length, which would give the said territory an extent of about two thousand one hundred and fifty arpents in superficies, shall, from the FIRST day of JANUARY next, be detached from the municipality of the said parish of Montreal, whereof it heretofore formed part, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the VILLAGE OF LA COTE LA VISITATION, and its inhabitants shall thenceforth be a corporation or body politic to all intents and purposes by the name of the Corporation of the *Village of La Côte La Visitation* ; And I do by these presents ordain and declare that the said *Village of La Côte La Visitation* shall be a village for all municipal purposes agreeably to the provisions of the said acts.

Given under my hand and seal at arms, at the city of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy,

[L. S.] N. F. BELLEAU.

By command,

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Secretary.

3298

CANADA,
PROVINCE OF
QUÉBEC.
(L. S.)

N. F. BELLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a meeting of the Legislature or Parliament of Our said Province, at Our City of Quebec, on the tenth day of the month of October, one thousand eight hundred and seventy, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature or Parliament of the Province of Quebec stands prorogued to the tenth day of the month of October, one thousand eight hundred and seventy.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to THURSDAY, the THIRD day of the month of NOVEMBER next, so that neither you nor any of you on the said tenth day of October next, at Our City of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We do will that you and each of you and all others in this behalf interested that on THURSDAY, the THIRD